

**M. Stevens:** Le ministre croit que cela va également juguler l'inflation, je suppose.

**M. Macdonald (Rosedale):** En conclusion, je répète qu'on ne saurait raisonnablement attendre de plus grandes certitudes sur notre avenir économique que celles qui correspondent à notre économie décentralisée ou à notre position sur les marchés internationaux.

Le gouvernement a déployé sa stratégie économique; nous sommes sur la bonne voie pour parvenir à une croissance constante de notre production sans raviver l'inflation. J'ai bon espoir qu'avec l'aide et l'appui de tous les Canadiens, nous ferons encore mieux en 1977.

S'il devenait nécessaire de réviser notre politique, il en serait sûrement question dans l'exposé budgétaire.

● (1740)

**M. Sinclair Stevens (York-Simcoe):** Monsieur l'Orateur, je me demande ce que le ministre va prendre aux contribuables canadiens comme prix de son discours. J'espère, en tout cas, qu'ils demanderont à se faire rembourser.

Dans son discours, le ministre des Finances (M. Macdonald) nous a dit qu'il était au beau milieu d'une reprise soigneusement orchestrée. En terminant, il a ajouté que la stratégie économique du gouvernement est en place. Il faudrait qu'il le dise à chaque sans-travail de notre million de chômeurs, qu'une reprise soigneusement orchestrée est en cours.

Une reprise soigneusement orchestrée, dit le ministre des Finances. Il n'a sûrement pas oublié que pendant le quatrième trimestre de l'année 1976, la croissance a été négative. Est-ce cela qu'il appelle une reprise soigneusement orchestrée?

Le ministre des Finances a pris l'habitude de jouer avec les statistiques. Mais il est un fait qu'il ne peut pas masquer, c'est que près d'un million de personnes battent le pavé parce qu'elles ne trouvent pas d'emploi rémunéré. C'est le gouvernement qui est au premier chef responsable de cette tragédie.

Quand il entend parler en Chambre et ailleurs du malaise actuel du Canada, le gouvernement devrait faire son examen de conscience. Le chômage a atteint 10 p. 100 au Québec et 15 p. 100 à Terre-Neuve. Rien d'étonnant qu'il y ait du malaise. Tout cela est dû à l'édifice économique boiteux érigé par le ministre des Finances et par son prédécesseur.

Tantôt, le chef du Nouveau parti démocratique est revenu brièvement à la Chambre pour faire un discours et déplorer comme nous la situation actuelle de l'emploi. Il a la mémoire bien courte. Comment peut-il avoir oublié que c'est son parti, sous un autre chef bien sûr, qui a tenu les libéraux au pouvoir d'octobre 1972 à juillet 1974. Pendant cette lune de miel, le rythme de l'inflation en taux annuel est passé de 5.2 p. 100 en octobre 1972 à 11.2 p. 100 en juillet 1974. Voilà le produit de cette union, les beaux rejets économiques qu'elle a donnés aux Canadiens.

### *Politique économique*

Le chef actuel du NPД ne peut nier les faits. Lorsqu'il parle aux chômeurs aujourd'hui—qu'il plaint, et avec raison—qu'il leur explique donc également que ce sont les tendances inflationnistes que lui-même, son parti et les libéraux ont déchaînées dans le pays qui ont causé le chômage qui sévit.

**Des voix:** Bravo!

**M. Paproski:** C'est grâce au beau Turner et au grand Mac.

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Vous êtes-vous opposé à l'augmentation de la retraite?

**M. Stevens:** Ce sont les faits, monsieur l'Orateur.

**Une voix:** Que proposez-vous?

**M. Stevens:** Un député libéral, des dernières banquettes près des rideaux, demande ce que nous proposons. Je le renverrai au discours de notre chef qui nous a exposé très clairement aujourd'hui quelques propositions dont le ministre des Finances, j'espère, tiendra compte dans son discours du 31 mars.

Le ministre des Finances nous dit qu'il est difficile de faire des prévisions, comme nous l'avons souligné dans notre motion pour les deux, trois ou cinq prochaines années. D'après lui, ce genre de prévisions sont impossibles à faire. C'est inexact. En fait, il pourrait nous les soumettre aujourd'hui s'il voulait car elles figurent déjà aux dossiers du ministère. Cependant le gouvernement refuse de les faire connaître au public canadien car il se rend compte que, par bien des points, elles sont si peu encourageantes que le public s'affolerait.

**Des voix:** Bravo!

**M. Stevens:** Pourquoi nous dit-on que le public canadien ne doit pas connaître les prévisions annuelles pour les cinq prochaines années? Les Américains le font bien. A présent le Congrès des États-Unis les exige même. Par exemple, je puis montrer au ministre des Finances dans des documents officiels publiés par Washington, des prévisions indiquant que d'ici 1982 le taux de chômage aux États-Unis aura baissé à 4.1 p. 100. Je demande au ministre des Finances de nous dire quel taux de chômage, le ministère prévoit pour le Canada, en 1982.

**M. Paproski:** Il n'en sait rien.

**M. Stevens:** Un de mes collègues dit que le ministre ne le sait pas. C'est peut-être vrai. Cependant, j'affirme qu'il peut obtenir la prévision ou les projections. Ces projections ont été faites et il est possible de les obtenir. Elles sont certainement disponibles sinon le ministre ne pourrait pas présenter un budget le 31 mars comme il a l'intention de le faire. Je veux simplement dire que, comme l'indique la motion du chef de notre parti, ces renseignements devraient être communiqués à la Chambre et au public canadien afin que nous ayons une idée de ce que les années qui viennent réservent à l'économie canadienne d'après le gouvernement.